172-2026-U

COMMUNE DE PLOUGASNOU

dossier n° PC 029 188 26 00030

date de dépôt : **31 juillet 2026**

demandeur : **PRETAT Michel**

pour : **construction d'un garage**

adresse terrain : **5 rue de Rhun Kerabellec - 29630 PLOUGASNOU**

ARRÊTÉ

accordant un permis de construire
au nom de la COMMUNE DE PLOUGASNOU

Le Maire de PLOUGASNOU,

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes présentée le 31 juillet 2026 par PRETAT Michel demeurant 5 rue de Rhun Kerabellec - 29630 PLOUGASNOU ;

Vu l'objet de la demande :

- pour construction d'un garage ;
- sur un terrain situé 5 rue de Rhun Kerabellec 29630 PLOUGASNOU ;
- pour une emprise au sol créée de 62 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat (PLUi-H), approuvé le 10 février 2020, révisé le 12 février 2024, modifié le 9 février 2026 , et notamment les dispositions afférentes à la zone UHc ;

Vu l'avis de dépôt affiché en mairie le 31 juillet 2026 ;

Vu l'avis d'ENEDIS en date du 12 août 2026;
Vu l'avis favorable du Service Public de l'Eau - An Dour - Morlaix Communauté en date du 17 août 2026,
Vu l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 31 août 2026;
Vu les nouvelles pièces déposées le 6 octobre 2026;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles 2 et suivants ;

Article 2

La construction sera strictement implantée en limites séparatives de propriété sans délaissé et sans débordement de toiture sur la propriété voisine. Les eaux pluviales seront collectées et évacuées sur la propriété.

Article 3

Les divers réseaux situés sur le terrain seront enterrés.

Les branchements aux divers réseaux seront réalisés sur les installations existantes sur la propriété.

Le 27 OCT. 2026

Le Maire,

Par délégation du Maire.
Le conseiller municipal délégué à l'urbanis
et l'environnement
Erwan COMTE

Nota bene : L'attention du bénéficiaire de la présente autorisation est appelée sur les dispositions de l'article 681 du Code Civil qui régit les servitudes d'égout de toit sur les propriétés voisines.

Nota bene : L'attention du bénéficiaire de la présente autorisation est appelée sur les dispositions des articles 675 et suivants du Code Civil qui régissent les vues sur les propriétés voisines.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr .
Il peut également saisir un recours gracieux. Le délai pour former un recours gracieux à l'encontre d'une décision relative à une autorisation d'urbanisme est d'un mois. L'exercice d'un recours gracieux ne proroge pas les délais de recours contentieux .

Durée de validité du permis :
Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.
Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :
- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407*02 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :
- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :
Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.